



# LE MAILLON DE CHAÎNE

N° 65 - 6 juin - 2019

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



Gazette révolutionnaire des usines Ford Blanquefort - **FAI**

## Face aux attaques du capital et des forces réactionnaires, Défendons nos intérêts de classe !

La semaine dernière, juste après les élections européennes, General Electric annonçait 1044 suppressions d'emplois à Belfort. L'ancienne usine Whirlpool, devenue WN, était mise en redressement judiciaire, 200 salariés sont menacés. Ces annonces s'ajoutent aux 3000 suppressions d'emplois à Carrefour, 800 à Castorama, 723 à Auchan, 1600 à la Société générale, 1000 à PSA à Mulhouse et ici à la fermeture de Ford avec près de 900 salariés mis à la porte.

Le patronat mène cette guerre de classe pour continuer à augmenter ses profits dans un capitalisme en crise. Les inégalités n'ont jamais été aussi grandes en France. L'Observatoire des inégalités vient de montrer que les 10% de la population les plus riches gagnent en moyenne 7 fois plus que les 10% les plus pauvres, avec un écart qui se creuse de plus en plus. Les 10% les plus riches possèdent la moitié de toutes les richesses du pays. Plus de 8,8 millions de personnes sont sous le seuil de pauvreté de 1026 euros mensuel.

Et la politique de Macron, après celles de Hollande et Sarkozy, ne fait qu'aggraver la situation. Il multiplie les cadeaux aux riches et aux entreprises, et il favorise la précarité, le gel des salaires, les licenciements, et supprime des milliers d'emplois dans la fonction publique.

C'est bien le résultat de ces politiques menées ces quarante dernières années contre les classes populaires et l'incapacité des organisations syndicales d'organiser la riposte, qui ont fait le jeu de Le Pen et qui lui ont permis d'arriver en tête des élections européennes devant Macron.

Macron, sa politique, son arrogance, la répression policière alimentent la propagande des démagogues de l'extrême droite prêts à tout pour accéder au pouvoir. Le Pen a gagné mais en donnant des gages aux classes dominantes, en dévoyant une partie du mécontentement populaire sur le terrain du racisme et du chauvinisme. Et face aux licenciements, Le Pen n'a rien à dire, si ce n'est que « *l'Etat doit jouer son rôle de stratège et protecteur* »...

Derrière ce prétendu volontarisme, ce ne sont que des

phrases creuses qui soulignent qu'elle aussi, comme Macron, ne fera rien contre la finance et les multinationales.

Les candidats de Lutte Ouvrière, pour lesquels le NPA avait appelé à voter, les seuls candidats du monde du travail, portant les idées internationalistes n'ont malheureusement recueilli que peu de voix : c'est pourtant en prenant son sort en main, par les mobilisations, que le monde du travail se fera entendre.

### Face au déferlement réactionnaire, affirmons les intérêts du monde du travail

Macron l'a déjà annoncé : il poursuivra sa politique, avec d'autant plus de brutalité qu'il est en position de faiblesse. Baisse d'allocations chômage, baisse des pensions retraite, baisse des dépenses publiques : le gouvernement poursuit ses attaques, en prétextant que les caisses sont vides, alors même que depuis des années les grandes entreprises voient leurs cotisations sociales baisser pour augmenter leurs profits.

Depuis plus de 6 mois, le mouvement des Gilets Jaunes met sur la place publique l'idée de la nécessaire répartition des richesses, dénonce l'injustice qui veut que les plus riches bénéficient d'exonérations fiscales, alors que les plus pauvres paient l'impôt le plus injuste : la taxe sur les produits de première nécessité.

Encouragé par ce mouvement, la mobilisation des salariés des Urgences hospitalières s'amplifie, par la grève, contre une situation dramatique et intenable dans les hôpitaux. Ils dénoncent les attentes trop longues aux Urgences, le manque de personnel et les bas salaires. Dans l'éducation, la contestation se poursuit, notamment à Toulouse et dans des établissements de région parisienne. L'appel à faire grève pour les surveillances du bac se discute de plus en plus largement.

La colère grandit. Les luttes en cours montrent la voie à suivre, reprendre confiance dans notre force collective de travailleurs, faire entendre la révolte, s'organiser pour imposer nos revendications, nos droits, pour que les richesses de la société servent aux travailleurs, à la jeunesse, aux classes populaires.

Pour nous contacter :

contact@npa33.org - www.npa33.org - www.npa2009.org - 07 83 64 43 49



## « Droit de propriété inviolable et sacré » ...

Ce sont les paroles de l'avocate de Ford à l'audience du mardi 4 juin, pour défendre la propriété privée, celle des patrons, celle de Ford, de licencier et de fermer l'usine. C'était d'ailleurs son principal argument, avec les « *nécessités de la production* », les « *évolutions du marché* » et le fait que « *les offres de reprise n'étaient pas viables* »... Et elle a trouvé l'appui de l'avocat de Punch qui a répété, avec « *douleur et regrets* », que Punch n'était plus repreneur...

Nous étions nombreux, sans doute plus de cent, devant le Tribunal d'instance, dont de nombreux soutiens militants, pour contester ce « droit » à licencier, y compris sur le terrain juridique, même si on sait que la justice n'est pas du côté des salariés. On le voit bien depuis des mois avec les milliers de gilets jaunes condamnés par ces mêmes tribunaux. Nous le voyons aussi avec les plans de licenciements qui se succèdent et que la justice laisse faire.

Les patrons ne s'étaient pas déplacés, les salariés n'ont pas eu droit à la parole, et les avocats rivalisent d'arguments juridiques... c'est comme ça que cette « justice » règle notre sort. La Justice et la République jouent la comédie du « droit » et du respect des « droits de l'homme » ... mais ce qu'elles défendent avant tout, c'est la propriété privée des patrons. Le délibéré sera rendu le 2 juillet.

## Punch confirme et signe

Quelques jours avant cette audience où il était aussi convoqué, le patron de Punch, Dumarey, s'est fendu d'un courrier pour dire que pour lui l'affaire est finie. Dans *La Tribune*, on peut lire que l'équipementier a déclaré « *compte tenu du contexte, des nouvelles conditions et des délais, Punch n'est plus en mesure d'acquiescer ce site.* »

Un baratin creux qui confirme surtout que la seule intention de Punch était de venir faire du fric sur la reprise et sur notre dos. Ce scénario a servi à faire croire que l'Etat cherchait une solution au nom de ses « bonnes lois » sensées nous protéger ! La déclaration de Dumarey est une illustration de plus de ce jeu de dupes.

## Le Maire persiste aussi

Le ministre Le Maire et ses services ont prévenu la veille qu'ils n'interviendraient pas au tribunal comme le leur avait demandé la CGT Ford, c'est ce qu'a révélé l'avocat de la CGT pendant l'audience... Ce n'est pas étonnant puisque l'Etat a déjà accepté le PSE.

D'un côté, ils font de grandes déclarations pour faire croire que le sort des salariés les préoccupe, de l'autre, ils pondent des lois qui favorisent les licenciements collectifs, et les suppressions d'emplois dans la fonction

publique. On voit de quel côté ils sont. Il n'y a rien à attendre des pouvoirs publics pour lutter contre les licenciements.

## Ford : la destruction des emplois se poursuit

Au fil des mois, la FMC dévoile l'étendue de son plan mondial de restructuration et de licenciements. La dernière annonce fin mai parle de 7 000 suppressions d'emplois. Aux USA, 2 300 salariés sont concernés. 500 d'entre eux viennent d'apprendre par mail que Ford leur laisse quand même une semaine pour faire leurs cartons.

Le patron Jim Hackett a déclaré « *Ford est une entreprise familiale. Dire au revoir est difficile et émouvant* ». Difficile de faire plus cynique.

## Vision Ford pour GFT ?

Mais où va Ford ? Go no further !

Et pour les copains de GFT, à quoi s'attendre pour les joint-venture Ford / Getrag Magna ? Il paraît que nous en serons plus au prochain CE européen qui va se tenir le 18 juin 2019. Pour l'instant, silence gêné côté direction de GFT. Ce n'est pas bon signe.

## La défense de l'emploi c'est notre affaire...

Les annonces de suppressions d'emplois ne cessent pas. General Electric à Belfort, moins 1044 emplois. Dans la distribution, Castorama va supprimer près de 800 emplois, à Auchan 700 salariés sont menacés, à Carrefour 3 000 et le groupe Rally qui possède Casino croule sous les dettes. Dans l'industrie, c'est la même logique Ford, Bosch, PSA, British Steel, le repreneur d'Ascoval, vient d'être déclaré en faillite un an après son rachat.

Ce n'est pas Macron avec son « pacte productif » qu'il vient d'annoncer, promettant le plein emploi pour 2025 qui mettra fin à cette hémorragie. Macron et son gouvernement comme ses prédécesseurs ne sont que les exécuteurs de basses œuvres des actionnaires des multinationales financières et industrielles qui contrôlent réellement l'économie.

La lutte pour l'emploi, contre les licenciements est un combat social et politique, qui ne peut rien attendre des partis de gouvernement. Lutter pour l'interdiction des licenciements, pour la répartition du travail entre toutes et tous, avec la garantie d'un salaire décent, c'est remettre en cause la mécanique qui règne sur ce système économique. C'est remettre en cause le droit d'une minorité à décider de qui peut travailler ou pas, vivre dignement ou pas.

C'est notre affaire à tous. Le mécontentement est légitime. C'est à nous de prendre nos affaires en main. Les gilets jaunes ont ouvert la voie, la lutte, c'est notre meilleure garantie pour notre avenir.